

En attendant les prochaines catastrophes

Les participants à la dernière rencontre du G8 nous passent le message qu'il n'y a pas d'urgence à mettre en place un train de mesures précises pour réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES). Il faut donc s'attendre à ce que le niveau global des émissions de GES continuera de croître et qu'il sera de plus en plus difficile plus tard de les réduire à un niveau suffisamment bas pour éviter un réchauffement marqué des températures moyennes prévalant sur notre planète.

Au Canada, le gouvernement Harper a mis en place un plan peu contraignant dont l'un des objectifs de s'assurer que notre PIB ne soit pas réduit d'un seul dollar par ce plan :

« Nous devons avoir une vision de réduction des GES qui soit cohérente avec la croissance économique et avec la sécurité énergétique. »

« Nous devons avoir une approche équilibrée qui préserve la croissance économique et qui protège notre environnement. »

Le taux de croissance moyen du PIB réel par année	2007-2012	2012-2025
Scénario de base généré par Informetrica	2.03%	2.07%
Scénario avec d'un plan de réduction de GES du gouvernement	2.07%	2.05%
Scénario avec d'un plan de réduction de GES qui respecte l'accord de Kyoto	1.26%	--

Source : Environnement Canada

Cette approche ne fait que refléter la croyance de nos dirigeants à savoir que l'augmentation des GES ne réduirait pas notre richesse et notre capacité de production. Notez dans le tableau préparé par Environnement Canada que le taux de croissance du PIB dans le scénario de base n'est pas négativement affecté par la croissance des GES.

En fait, la dynamique engendrée par la rareté des hydrocarbures pousse à la hausse leurs prix et ceci accroît la valeur de notre production. L'idée qui domine chez nos décideurs semble être que plus nous produirons et exporterons des hydrocarbures, plus nous serons riches.

Comment pouvons-nous dire aux pays en voie de développement de prendre des mesures contraignantes, eux qui ont un taux d'émission de GES par habitant beaucoup plus faible que le nôtre, si nous nous refusons à prendre nous-mêmes de telles mesures ? Pourquoi des pays comme la Chine et l'Inde devraient-ils accepter de réduire d'un seul dollar leur PIB, si nous ne sommes pas prêts à le faire nous-même ?

Il faut donc s'attendre à ce que les émissions de GES continuent de s'accroître, que le réchauffement de la planète s'accroisse et que, conformément aux résultats de nombreuses études sérieuses, des catastrophes environnementales surgissent. Nos dirigeants verront alors les effets néfastes de ces catastrophes sur le bien-être de la population et sur nos capacités de production. Ils réaliseront alors que cela aurait mieux valu prendre des mesures contraignantes à moyen terme pour obtenir un mieux-être à long terme.

Cette situation me fait penser qu'il a fallu au Québec l'effondrement du viaduc de la Concorde pour convaincre le gouvernement et la population du bien-fondé de lancer un programme majeur de rénovation de nos infrastructures collectives.

Jean-Pierre Aubry
Président du Comité des politiques publiques
Association des économistes québécois (ASDEQ)